



Avis du CSEC sur la compression des effectifs

Dans le cadre de l'information-consultation imposée par la décision de justice relative au projet de « Compression des effectifs de France Télévisions » et après lecture du rapport de l'expert, le CSEC de FTV est fortement inquiet de l'orientation organisationnelle et sociale de l'entreprise.

Ce contexte particulier d'évolution à la baisse des effectifs souligne l'importance d'une analyse rigoureuse et transparente, alors que l'entreprise traverse une période marquée par des contraintes budgétaires sévères, une transformation numérique accélérée et des tensions sociales croissantes.

Le rapport met en lumière plusieurs constats préoccupants. La Direction de l'Information subit des fluctuations importantes d'ETP, avec une baisse prévue en 2026, un recours stable mais en diminution de CDD, et une intensification du travail qui dégrade la qualité de l'information. Les témoignages des salariés et élus dénoncent un sous-effectif chronique, un recours massif mais insuffisant aux intermittents, une dégradation du climat social et une polyvalence imposée qui conduit à une réelle déqualification professionnelle. Ces éléments traduisent une situation structurelle qui, si elle n'est pas corrigée, risque d'affecter durablement la qualité éditoriale et la santé des équipes.

Par ailleurs, la Direction du Numérique, malgré une croissance des effectifs et un plan de recrutement ambitieux, fait face à des tensions de recrutement et à une charge de travail qui pourrait s'alourdir sans mesures d'accompagnement adaptées.

La Filière RH, quant à elle, est soumise à un pilotage contraint avec des marges de manœuvre limitées, ce qui peut fragiliser la gestion des ressources humaines dans un contexte de forte dynamique de recrutement.

La Direction de la Fabrique est confrontée à une baisse des effectifs sous contrainte budgétaire, une transformation technologique rapide, et des interrogations sur son positionnement stratégique, tandis que les stations d'Outre-mer subissent une érosion progressive des effectifs, une augmentation de l'absentéisme maladie, un recours accru à la sous-traitance et une polyvalence via les UCC, pratiques qui génèrent des tensions importantes sur la charge de travail, la qualité du travail et le climat social.

Face à ces constats, il apparaît indispensable de dépasser une simple gestion comptable des effectifs pour engager une démarche véritablement humaine et collective.

Il est recommandé de renforcer sans délai les espaces de dialogue et de régulation collective afin de construire une vision partagée de la qualité du travail et de l'information, ce qui constitue un levier essentiel pour prévenir les risques psychosociaux et restaurer la confiance.

Les recommandations formulées, notamment la création d'espaces de régulation collective pour définir une vision partagée de la qualité, la nécessité de renforcer les ressources RH, et l'évaluation continue de la charge de travail, sont pertinentes. Néanmoins, leur mise en œuvre devra être rapide et effective pour éviter une aggravation des tensions. Il est également crucial que la direction prenne en compte les retours des salariés et élus pour adapter les mesures aux réalités du terrain.

En conclusion, ce rapport révèle une dynamique d'évolution des effectifs qui, si elle n'est pas accompagnée d'une réelle stratégie d'adaptation et de soutien aux salariés, risque de compromettre durablement la qualité du service public audiovisuel, la santé des équipes, et la cohésion sociale au sein de France Télévisions. Le CSEC doit donc veiller à ce que ces enjeux soient pleinement pris en compte dans les décisions à venir, avec un dialogue social renforcé et des mesures concrètes pour préserver les conditions de travail et la qualité de l'information.

Adopté à l'unanimité des 24 votants

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO et SNJ s'associent.

Paris, le 22 janvier 2026